



Communiqué de presse

Sujet	Les Vert'libéraux rejettent le paquet de mesures du Conseil fédéral au sujet du franc fort
Contact	Martin Bäumlé, 079 358 14 85
Expéditeur	Parti vert'libéral suisse, CP 367, 3000 Berne 7 +41 31 323 05 30, suisse@vertliberaux.ch , www.vertliberaux.ch
Date	20 août 2011

La place financière suisse ne trouve pas la paix. Avant même que la crise financière globale ait été dépassée et avant que la Suisse ait pris des décisions au sujet de la régulation du secteur bancaire, le franc fort vient réduire les marges escomptées des entreprises orientées sur l'export. De l'autre côté, il y a ceux à qui la situation profite et qui engrangent les gains. C'est sur ce dernier point que la politique devrait se concentrer – par exemple en renforçant la Comco ou la surveillance des prix. Les Vert'libéraux ont de la compréhension pour les secteurs fortement touchés, mais mettent en garde contre la possibilité d'actions précipitées faites pour des raisons électorales, et qui pourraient avoir des effets négatifs à long terme pour l'ensemble de l'économie suisse. Pour les Vert'libéraux, la première mesure à entreprendre pour affaiblir le franc suisse est de soutenir entièrement la Banque Nationale Suisse, qui doit pouvoir agir indépendamment de la politique et de la campagne électorale. Nous rejetons clairement la proposition du Conseil fédéral de subventionner certains secteurs de l'économie. Tout au plus, il serait envisageable d'émettre des obligations en euro et ainsi de réduire, à l'aide d'un instrument de marché, le risque des entreprises concernées.

L'Assemblée des vert'libéraux de ce jour, sur les rives du Rhin, a réuni environ 80 délégués. Ils ont été accueillis par les présidents des deux sections de Bâle, Hector Herzig (BL) et David Wüest-Rudin (BS) sur le bateau à bord duquel avait lieu la réunion. Les deux présidents ont présenté leurs sections et encouragé les délégués pour la campagne électorale de cet automne.

Martin Bäumlé, président des Vert'libéraux suisses, a d'entrée mis les choses au point : même si les médias ont oublié le thème de la sortie du nucléaire, nous poursuivons notre route sur ce sujet. « Nous attendons de la part du PDC et de PBD qu'ils tiennent leurs promesses cet automne au Conseil des Etats, mais également après les élections lorsque l'on parlera de mise en œuvre concrète », dit-il. Il faut tirer les leçons de Tchernobyl et de Fukushima. Les Vert'libéraux s'engageront de toute leur force pour que les paroles soient suivies d'actes.

Elections fédérales 2011

Le pvl Suisse se présente pour la 2^e fois au niveau national. Elle se présente pour la première fois dans 15 cantons (Argovie, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne, Genève, Grisons, Fribourg, Lucerne, Soleure, Saint-Gall, Thurgovie, Vaud, Uri, Zoug, Zurich). Les Vert'libéraux visent 6 à 8 sièges et, par là, un groupe parlementaire. Nous considérons avoir de bonnes chances de gagner un siège dans les cantons de ZH (3 à 4 sièges), Berne (1 à 2), AG, BS et VD. Les chances restent néanmoins correctes dans d'autres cantons, dont notamment BL, GR, LIC, SG et TG.

Les Vert'libéraux souhaitent également défendre leurs deux sièges au Conseil des Etats, dans les cantons d'UR et ZH.

Tous les candidats ont un portrait sur le site www.elections.vertliberaux.ch

Place financière suisse

Depuis le début de la crise financière, la place financière suisse ne trouve pas la paix. Le professeur Urs Birchler, du Swiss Banking Institute de Zurich nous a présenté en introduction, dans un exposé distrayant, une image sombre des méchancismes de la place financière, respectivement de la thématique « too big to fail » ; les mesures pour y répondre ont néanmoins eu l'image d'un verre à moitié plein.

La crise financière et économique globale a montré que la faillite d'une grande banque aurait de grandes conséquences pour notre économie et qu'elle représenterait un poids considérable.

Le Conseil fédéral a présenté au parlement un catalogue de mesures ayant pour but d'empêcher que des banques ne deviennent « trop grandes pour faire faillite (too big to fail) ». Bien que les Vert'libéraux saluent cette action du Conseil fédéral dans les grandes lignes, ils ont invité un certain nombre d'experts pour discuter de ces mesures individuellement, dans la lumière de l'actuel développement du cours des monnaies :

- Dr. Eugen Haltiner, ancien président de la Finma
- Prof. Urs Birchler, du Swiss Banking Institute de Zurich
- Dr. René Buholzer, Head Public Policy Credit Suisse, comme représentant des Grandes banques suisses
- Dr. Georg Hess, Directeur des Public Affairs chez Julius Bär, représentant des banques privées suisses
- Martin Bäümle, président des Vert'libéraux suisses

Après une discussion animée sur les régulations des « too big to fail », sous la modération du journaliste économique Florian Rittmeyer (Schweizer Monat), les participants sont arrivés à la conclusion que la Suisse a très bien maîtrisé la crise financière, que les mesures qui sont en train de se mettre en place sont pragmatiques et qu'elles atteindront leur but. Les Vert'libéraux voient ainsi leur position vis-à-vis de la problématique « too big to fail » confirmée.

Thématique « too big to fail »

- L'Etat ne doit plus, à l'avenir, sauver des banques à l'aide de l'argent des impôts
- Les exigences en termes de fonds propres sont certes élevées en comparaison internationale, mais un capital sain et stable représentera également à long terme un avantage concurrentiel
- La Finma doit être renforcée, afin de pouvoir remplir pleinement son rôle dans les cas d'urgence (en particulier dans le cas de la séparation des différentes activités d'une banque)
- Avec les contrôles réguliers des mesures prévus, les développements internationaux seront également pris en compte
- La Confédération doit désormais avoir le droit de réguler les bonifications des banques qui dépendent de l'aide de l'Etat.

Thématique « Franc fort »

- La BNS doit être renforcée et doit pouvoir agir indépendamment de la politique
- Les subventions ne doivent pas privilégier certains secteurs
- De nouveaux modèles d'économie de marché sont à développer
- Par exemple, la Commission de la concurrence et la surveillance des prix doivent être renforcées.